

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Santé : Guy Patrick Obiang Ndong fixe le cap pour améliorer l'offre de soins

Sveltana NTSAME NDONG
Libreville/Gabon

À l'annonce de la déclaration de la politique générale du Premier ministre, le ministre de la Santé et des Affaires sociales, Guy-Patrick Obiang Ndong, s'est entretenu mardi après-midi avec l'ensemble des directeurs des Centres hospitaliers universitaires (CHU), des établissements sanitaires, des responsables de programmes nationaux de santé et des partenaires sociaux. Objectif : fixer le cap des missions assignées à son département. Face aux responsables des structures sanitaires publiques du pays, le membre du gouvernement a précisé que "la Santé et les Affaires sociales font

partie des priorités de la feuille de route du gouvernement". De plus, a-t-il souligné, "c'est donc à l'examen des orientations et des actions relevant de notre département ministériel et dont vous êtes les acteurs de mise en œuvre que je tiens à vous interpeller pour que chacun s'investisse inéluctablement à leur concrétisation." Dans cette logique, l'exhortation du ministre de la Santé vise à tout mettre en œuvre pour améliorer l'offre de soins avec l'opérationnalisation des départements sanitaires, organiser des caravanes médicales itinérantes et intensifier la mise en place du programme Gabon Égalité. C'est dire combien ce énième défi lancé aux personnels de santé est crucial pour les populations.



Une vue des responsables des établissements sanitaires publics lors de la rencontre avec la tutelle.

Criminalité pharmaceutique : mieux outiller les acteurs de la lutte

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

LES acteurs majeurs impliqués dans la lutte contre la criminalité pharmaceutique, à savoir les Forces de police nationale (FPN), la Douane et l'Agence du médicament, étaient réunis le 31 janvier dernier au commandement en chef de la Police à Libreville. Il s'agissait, à travers un atelier, de mieux outiller les participants sur la criminalité pharmaceutique. Autrement dit, ce commerce de produits médicaux contrefaits et illicites devenu un phénomène véritablement international. Le directeur de l'Agence du médicament, Dr Ange Mbindzou Mouelet, a d'emblée relevé que cette formation s'inscrit en droite ligne des instructions des plus hautes autorités, en tête desquelles le président de la République, Ali Bongo Ondimba. Qui souhaite voir s'intensifier la lutte contre la criminalité pharmaceutique, au regard de ce que plusieurs



Les participants au sortir de l'atelier au siège des FPN.

données de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), entre 2016 et 2017, font état de ce que 42 % des médicaments illicites provenaient de l'Afrique. Selon le responsable de l'Agence, la stratégie déployée par le ministère de la Santé via son bras séculier consiste à sensibiliser les populations et les opérateurs économiques sur les risques et dangers liés à l'usage des médicaments illicites. Avant d'entamer la seconde phase relative aux saisies des produits contrefaits. "Aujourd'hui, nous débutons la troisième phase, qui concerne la formation des acteurs majeurs

de la lutte. Avant d'amorcer la formation et la sensibilisation des élèves et des étudiants. Le but étant, pour le ministère de la Santé, de garantir au mieux la sécurité des populations gabonaises", a confié le Dr Mbindzou Mouelet. Le général de division et chef d'état-major des polices d'investigation judiciaire, Arnaud Sandrine Patrice Nombo, a souligné qu'il revient à l'ensemble des parties prenantes "d'œuvrer avec efficacité et efficience, pour parvenir à des résultats probants. De sorte à préserver notre économie et notre système de santé."

Le clin d'œil de *Lybek*

